



Juillet 2021  
n° 38  
Quatrième année

## *Billet bibliographique*



### « Dans nos bibliothèques au mois de juin 2021 »

*Ce Billet bibliographique mensuel est destiné à faire connaître les références des publications récentes en **finances publiques et droit fiscal** (pour cette livraison : travaux parus ou diffusés en **juin 2021**). Les publications figurant dans ce Billet nous ont été soit signalées par les auteurs (que nous remercions une nouvelle fois pour les nombreuses réponses reçues), soit repérées (sélection non exhaustive) par les rédacteurs du Billet. Ce Billet bibliographique n'a d'autre ambition que d'être un aide-mémoire.*

*Le prochain Billet sera diffusé au début du mois de septembre.*

*Passez un bel été !*

## Ouvrages

● CHADEFAX Martial et COZIAN Maurice, *Exercices de fiscalité des entreprises*, LexisNexis, coll. Précis fiscal, 34<sup>ème</sup> éd., (juin) 2021, 405 p.

● DETRAZ Stéphane et SALOMON Renaud, *Précis de droit pénal fiscal*, , LexisNexis, coll. Précis fiscal, (juin) 2021, 900 p.

*Le droit pénal fiscal est la branche du droit criminel qui prévoit la répression des diverses formes de soustraction à l'impôt, en ses versants substantiel (incriminations, responsabilité pénale, sanctions) et procédural (phase administrative, enquête, poursuites, instruction, jugement). Le présent ouvrage examine en détail chacun de ces aspects, l'accent étant mis sur les deux infractions majeures que sont le délit général de fraude fiscale et le délit comptable. De longs développements sont également consacrés aux infractions voisines : escroquerie à la TVA, blanchiment et recel consécutifs à la fraude fiscale, etc.*

*La matière, longtemps assoupie, connaît depuis le début des années 2010 de profondes mutations de la part du législateur et de la jurisprudence. Ces évolutions procèdent de deux objectifs éventuellement antagonistes : d'une part, améliorer et renforcer la répression pénale de la fraude fiscale, notamment par l'alourdissement des peines et l'allègement des formalités préalables aux poursuites ; d'autre part, subordonner cette répression aux décisions de l'Administration fiscale et du juge de l'impôt, le recouvrement de la créance fiscale étant en ligne de mire. L'articulation entre la procédure pénale et la procédure fiscale, l'autorité judiciaire et l'autorité administrative, le juge pénal et le juge administratif en est rendue plus complexe encore.*

*Ce précis est à jour des nouveautés législatives et jurisprudentielles les plus récentes. Il s'adresse aux étudiants de master, aux universitaires ainsi qu'aux praticiens du droit (magistrats, avocats, notaires, etc.) et, plus largement, aux professionnels des secteurs financier, comptable et économique (banquiers, commissaires aux comptes, experts-comptables, chefs d'entreprise, etc.) intéressés par la matière fiscale. [présentation de l'éditeur]*

● TSCHURTSCHENTHALER Johanna, *Les entités dépourvues de la personnalité morale en droit fiscal*, LGDJ-Legitech, (juin) 2021, 350 p.

*Ce livre analyse la manière dont le droit fiscal appréhende les entités dépourvues de la personnalité morale. Si la reconnaissance de la personnalité morale doit s'entendre comme une technique d'imputation de droits et d'obligations, certaines entités indigènes se voient reconnaître la qualité de personne par le droit fiscal, alors qu'elles sont dépourvues de cette qualité en droit privé. Le droit fiscal confère à ces entités des droits et des obligations en matière fiscale, notamment dans la phase de l'établissement de l'impôt et du contrôle fiscal. Parfois, il leur reconnaît même la qualité de contribuable et celle d'acteur dans le cadre du contentieux fiscal. Ce constat incite à une réflexion sur l'existence d'un fondement théorique pouvant justifier ce processus de personnification. L'étude des droits français et étrangers (Luxembourg, Allemagne et Italie) démontre que la personnification en droit fiscal a souvent un fondement patrimonial prenant appui sur la doctrine objectiviste du patrimoine et du Zweckvermögen. Si cette théorie du patrimoine fiscal a été développée pour les entités indigènes, les entités étrangères doivent être mises à l'épreuve de cette dernière, avec l'objectif de créer un système cohérent et conforme au droit européen. La qualification des entités étrangères repose sur une variété de méthodes qui peuvent se heurter à cet objectif. Si le test de ressemblance créé par les juges fiscaux reste la méthode la plus appropriée, ce n'est qu'à la condition qu'il intègre les principes de la théorie du patrimoine fiscal. [présentation de l'éditeur]*

\*\*\*

## Articles

### A signaler

● Actes du colloque « Quoi qu'il en coûte », *Gestion et finances publiques* 2021, n° 3

● ALBERT Jean-Luc, « Colloque "Quoi qu'il en coûte", avant-propos », *Gestion et finances publiques* 2021, n° 3, p. 6

- BARRIÈRE François, « La distribution des actifs du trust : une mutation taxable » (note sous Com. 18 novembre 2020), *Revue des sociétés*, 2021, p. 396

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000042579926?init=true&page=1 & query=18-14.242&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000042579926?init=true&page=1&query=18-14.242&searchField=ALL&tab_selection=all)

- BAUDU Aurélien, BIN Fabrice, DEGRON Robin, GAULLIER-CAMUS Florent, HOUSER Matthieu, SINNNASSAMY Christophe, TERRASSE Yves, « Repères sur la gestion et les finances publiques, mars 2021 », *Gestion et finances publiques*, 2021, n° 3, p. 124

- BAUDU Aurélien, BIN Fabrice, DEGRON Robin, GAULLIER-CAMUS Florent, HOUSER Matthieu, SINNNASSAMY Christophe, TERRASSE Yves, « Repères sur la gestion et les finances publiques, avril 2021 », *Gestion et finances publiques*, 2021, n° 3, p. 137.

- BÉNÉTEAU Jocelyn, « Une nouvelle solidarité européenne ? », *Gestion et finances publiques*, 2021, n° 3, p. 93

- BLANLUET Gauthier, AUSTRY Stéphane et FOUCHER Benoît, « Intangibilité du bilan et mali de fusion : la décision Orange à la croisée de l'autonomie du droit fiscal et de la connexion fiscal-comptable » (note sous CE, 13 novembre 2020, avec les concl. L. CYTERMANN), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 283

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042532251?init=true&page=1 &query=424455&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042532251?init=true&page=1 &query=424455&searchField=ALL&tab_selection=all)

- BOKDAM-TOGNETTI Emilie, « Conséquences de l'illégalité d'une délibération de conseil municipal fixant le taux d'un impôt local : situation particulière pour l'année 2016 des communes membres de la métropole du Grand Paris » (concl. sur CE, avis, 28 septembre 2020), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 291

► Lien vers l'avis :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042375675?init=true&page=1 &query=441190&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042375675?init=true&page=1 &query=441190&searchField=ALL&tab_selection=all)

- BOKDAM-TOGNETTI Emilie, « Plus-values immobilières - Abattement pour durée de détention : point de départ du délai en cas de promesse synallagmatique de vente sans condition suspensive » (concl. sur CE, 29 décembre 2020), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 289

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042828468?init=true&page=1 &query=428306&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042828468?init=true&page=1 &query=428306&searchField=ALL&tab_selection=all)

- BOKDAM-TOGNETTI Emilie, « Refus de transmission d'une QPC relative aux dispositions de l'article 1599 *quater* C du CGI en tant que le législateur n'aurait pas défini avec une précision suffisante les modalités de recouvrement de la taxe annuelle sur les surfaces de stationnement perçue au profit de la région Île-de-France (CE, 23 novembre 2020), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 276

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042557960?init=true&page=1 &query=438304&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042557960?init=true&page=1 &query=438304&searchField=ALL&tab_selection=all)

- BOKDAM-TOGNETTI Emilie, « Société sollicitant rétroactivement le bénéfice d'une intégration horizontale : possibilité pour le juge, saisi de conclusions en ce sens, d'accorder le bénéfice de ce régime

sur un périmètre excluant les sociétés dont l'accord n'a pas été produit » (concl. sur CE, 29 décembre 2020), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 275

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042885931?init=true&page=1&query=427259&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042885931?init=true&page=1&query=427259&searchField=ALL&tab_selection=all)

● BOUVIER Michel, « Sortir du "quoi qu'il en coûte" : quelles réformes structurelles ? », *Gestion et finances publiques*, 2021, n° 3, p.14.

● CANIVENC Cyprien, « France-Relance : point d'étape, neuf mois après son lancement », *Gestion et finances publiques*, 2021, n° 3, p. 115

● CHAMARD-HEIM Caroline, « Un an de fiscalité des contrats publics », *Contrats et marchés publics*, 2021, n° 6, p. 11

● CHASTAGNARET Manuel, « L'impôt cet inconnu », *Gestion et finances publiques*, 2021, n° 3, p. 78

● CHATAIN Lise, « Fiscalité des pensions alimentaires : quid de l'intérêt de l'enfant ? » (note sous Conseil constitutionnel, 14 mai 2021), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 282

► Lien vers la décision :

[https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043501787?init=true&page=1&query=2021-907+QPC&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043501787?init=true&page=1&query=2021-907+QPC&searchField=ALL&tab_selection=all)

● CHOUVEL Rudy, « Le directeur d'hôpital face au juge financier : de la mansuétude à l'absolution. A propos d'un arrêt de la Cour de discipline budgétaire et financière », *Finances hospitalières*, n° 157, 2021, p. 21

● CIAVALDINI Karin, « Zones franches urbaines : durée d'exonération d'impôt sur les bénéfices et condition à respecter en cas de transfert ou de reprise d'activités préexistantes » (concl. sur CE, 4 novembre 2020), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 288

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042499866?init=true&page=1&query=436048&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042499866?init=true&page=1&query=436048&searchField=ALL&tab_selection=all)

● Collectif, « Trusts et fondations. Partie I : le trust, aspects civils et fiscaux. Belgique, Etats-Unis, France, Italie, Luxembourg, Monaco, Québec, Suisse », *Revue Internationale du Patrimoine*, tome 7, juin 2021, 148 p.

● CONAN Matthieu, « "L'emprunt tant attendu" ou l'avènement des prêts garantis par l'Etat », *Gestion et finances publiques*, 2021, n° 3, p. 86

● CRUVELIER Emmanuel, « Immeubles locatifs, engagement de revendre et stock : le détonnant « coquetel » de l'article 257 bis du CGI ! », *Loyers et copropriété*, 2021, n° 6, p. 3

● CYTERMANN Laurent, « Coefficient de taxation unique (CGI, annexe II, art. 206, V) : applicable aux seuls redevables partiels et pour l'ensemble des biens et services qu'ils utilisent » (concl. sur CE, 11 décembre 2020), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 286

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042659610?init=true&page=1&query=427136&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042659610?init=true&page=1&query=427136&searchField=ALL&tab_selection=all)

- CYTERMANN Laurent, « Rachat de toutes les parts d'un associé d'une SCP n'ayant pas opté pour l'IS : inclusion dans le champ de l'exonération prévue en faveur des entreprises reprises dans les ZRR » (concl. sur CE, 26 janvier 2021), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 279

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043074246?init=true&page=1&query=428124&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043074246?init=true&page=1&query=428124&searchField=ALL&tab_selection=all)

- CYTERMANN Laurent, « Opposition d'une commune à l'institution par un EPCI d'une taxe de séjour » (concl. sur CE, 26 janvier 2021), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 277

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043074261?init=true&page=1&query=431187&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043074261?init=true&page=1&query=431187&searchField=ALL&tab_selection=all)

- CYTERMANN Laurent, « Abattement pour durée de détention de peuplements forestiers (CGI, art. 150 VF, III) : inapplication lorsque la fraction des biens cédés acquis de façon successive ne donne lieu à aucune plus-value » (concl. sur CE, 26 janvier 2021), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 273

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043074257?init=true&page=1&query=429576&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043074257?init=true&page=1&query=429576&searchField=ALL&tab_selection=all)

- DAMAREY Stéphanie, « La crise financière et le juge », *Gestion et finances publiques*, 2021, n° 3, p. 107

- DEFLINE Julien, « Une remise en cause des contraintes européennes par la crise ? », *Gestion et finances publiques*, 2021, n° 3, p. 29

- DELON DESMOULINS Corinne, « Le destin du budget de l'Union européenne », *Gestion et finances publiques*, 2021, n° 3, p. 64

- DOMINICI Laurine, « Une adaptation des techniques budgétaires pour faire face à la crise », *Gestion et finances publiques*, 2021, n° 3, p. 100

- DOMINGO Laurent, « Régime fiscal des « impatriés »: le bénéficiaire, sur option, de l'exonération d'imposition forfaitaire de 30 % de la rémunération (CGI, art. 155 B, I, 1, ancien) n'est pas ouvert aux personnes effectuant une mobilité entre entités d'un même groupe » (concl. sur CE, 22 décembre 2020), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 281

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042729490?init=true&page=1&query=427536&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042729490?init=true&page=1&query=427536&searchField=ALL&tab_selection=all)

- FOURMONT Alexis et QUINART Emilien, « Vers un perfectionnement parlementaire de la LOLF », *Billet Edgard Allix*, n° 7, juin 2021, p. 5

- GARELLO Pierre et GENTIER Antoine, « Les stratégies financières de crise », *Gestion et finances publiques*, 2021, n° 3, p. 36

- GERMAIN Jérôme « La politique budgétaire allemande pendant la crise actuelle : entre poursuite de la relance et retour à l'orthodoxie », *Gestion et finances publiques*, 2021, n° 3, p. 43

● GONZALEZ GHARBI Neyla, « La surface de l'immeuble démoli en totalité ne vient pas en déduction de l'assiette de la taxe d'aménagement exigible sur sa reconstruction », *Construction-Urbanisme*, 2021, n° 6, p. 39

● GUIBAUD David et PÉHAU Nicolas, « Chronique de jurisprudence de la Cour des comptes et de la Cour de discipline budgétaire et financière », *AJDA*, 2021, p. 1325

● GUIBÉ Céline, « Exonération de CFE dans les ZFU en cas de création ou d'extension d'établissements (CGI, art. 1466 A, I sexies) : 1° exclusion des opérations de changement d'exploitant; 2° critères applicables » (concl. sur CE, 27 novembre 2020), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 287

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042575669?init=true&page=1&query=427404&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042575669?init=true&page=1&query=427404&searchField=ALL&tab_selection=all)

● GUIGUE Alexandre, « Le Royaume-Uni face à la crise financière : une originalité ? », *Gestion et finances publiques*, 2021, n° 3, p. 56

● HOUSER Matthieu, « L'égalité financière entre collectivités territoriales », *RDP*, 2021, p. 835

● IDOT Laurence, « Un petit pas vers une fiscalité commune des entreprises », *Europe*, 2021, n° 6, p. 2

● JUDEAU Yann, « Donation de titres sociaux : le piège des plus-values. 1<sup>ère</sup> partie: l'effet déclencheur des plus-values professionnelles », *JCP, éd. N*, 2021 (n° 25, 25 juin 2021), n° 1239

● JUDEAU Yann, « Quel régime de plus-value appliquer en cas de cession de titres de société ? », *JCP, éd. N*, 2021 (n° 23, 11 juin 2021), n° 1216

● KIMURA Takumaro, « Les réformes des finances publiques au Japon face à la crise contemporaine », *Gestion et finances publiques*, 2021, n° 3, p. 22

● LAMBERT Thierry, « Quoi qu'il en coûte ! Et maintenant ? », *Gestion et finances publiques*, 2021, n° 3, p. 6

● LA TAILLE Guillaume (de), « Discriminations par ricochet : le juge assume un rebondissement » (note sous CE, 31 mars 2021), *RJF*, juin 2021

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043316318?init=true&page=1&query=441918+&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043316318?init=true&page=1&query=441918+&searchField=ALL&tab_selection=all)

● LAURENT Brice, « Mécanisme général du maintien de report des plus-values professionnelles (CGI, article 151-0 octies) », *La Revue fiscale du patrimoine*, 2021, n° 6, p. 10

● LE ROY Marc, « Subvention des salles de cinéma par les communes : une application de la lettre de la loi qui s'avère problématique dans la pratique » (note sous CE, 10 mars 2021), *JCP, éd. A*, 2021 (n° 24, 14 juin 2021), n° 2184

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043243780?init=true&page=1&query=434564&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043243780?init=true&page=1&query=434564&searchField=ALL&tab_selection=all)

LOOTEN Jean-Pierre, « Plafonnement de l'IFI et l'entrée en vigueur du prélèvement à la source » (note sous CE, 31 mars 2021), *Les Nouvelles Fiscales*, n° 1289, 1<sup>er</sup> juin 2021

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETA-TEXT000043316311?init=true&page=1&query=440543&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETA-TEXT000043316311?init=true&page=1&query=440543&searchField=ALL&tab_selection=all)

● MARTIN Julien, « La première reconnaissance, avec rigueur, de l'absence de caractère averti d'une commune en cassation », *Revue de droit bancaire et financier*, 2021, n° 3, p. 44

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000042552067?init=true&page=1&query=19-10.055&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000042552067?init=true&page=1&query=19-10.055&searchField=ALL&tab_selection=all)

● MATTOS Olivier (de), « L'OCDE réfléchit à la transparence fiscale des crypto-actifs » (alerte), *Propriété industrielle*, 2021, n° 6, p. 4

● MERLOZ Marie-Gabrielle, « Précision sur le déficit foncier résultant de travaux sur les monuments historiques » (concl. sur CE, 31 décembre 2020), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 285

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETA-TEXT000042854729?init=true&page=1&query=431945&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETA-TEXT000042854729?init=true&page=1&query=431945&searchField=ALL&tab_selection=all)

● MICHAUT Christian, « Y a-t-il une police des libertés locales dans le domaine économique et financier ? », in « La police de la liberté en économie de marché », Editions Legitech, 2021, p. 387

● NOURISSAT Cyril, « Redevance d'un ticket de parking. Action en recouvrement d'un impayé de parking » (note sous CJUE, 25 mars 2021), *Procédures*, 2021, n° 6, p. 22

► Lien vers l'arrêt :

<https://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf?jsessionid=11E107B19FA434B1E974BBCC93D2E951?text=&docid=239289&pageIndex=0&doclang=FR&mode=lst&dir=&occ=first&part=1&cid=878321>

● PELLET Rémi, « Le rôle renforcé de la Banque centrale européenne », *Gestion et finances publiques*, 2021, n° 3, p. 71

● PEZET Fabrice, « Tombé du ciel - Parachutisme et taux réduit » (note sur CE, 28 mai 2021, avec les concl. R. VICTOR), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 290

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETA-TEXT000043587830?init=true&page=1&query=445016&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETA-TEXT000043587830?init=true&page=1&query=445016&searchField=ALL&tab_selection=all)

● PIERUCCI Christophe, « La réaction de la France face à la pandémie de covid-19 », *Gestion et finances publiques*, 2021, n° 3, p. 49

● PONS Thierry, « Le délai spécial et les réclamations dans les groupes » (note sous CE, 26 janvier 2021, avec les concl. R. VICTOR), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 294

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETA-TEXT000043074280?init=true&page=1&query=437802&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETA-TEXT000043074280?init=true&page=1&query=437802&searchField=ALL&tab_selection=all)

● PORNIN Eric, « Fiscalité immobilière. L'utilisation gratuite d'une résidence en France détenue via une personne morale étrangère », *La Revue fiscale du patrimoine*, 2021, n° 6, p. 17

● RALKOS Aurélie, « Taxe d'aménagement : pas de déduction de surface en cas de reconstruction » (note sous CE, 25 mars 2021, avec les concl. E. BOKDAM-TOGNETTI), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 278

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043294561?init=true&page=1&query=431603&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043294561?init=true&page=1&query=431603&searchField=ALL&tab_selection=all)

● RIGAUDEAU Pierre-Olivier, « Sur un tempo allegretto : la prescription de l'action en recouvrement » (note sous CE, 2 avril 2021, avec les concl. C. GUIBÉ), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 280

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043328504?init=true&page=1&query=433989&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043328504?init=true&page=1&query=433989&searchField=ALL&tab_selection=all)

● SAINT CHAFFRAY Olivier (de), « Objets d'art et de collection : enjeux juridiques et fiscaux (1<sup>ère</sup> partie) », *La Revue fiscale du patrimoine*, 2021, n° 6, p. 26

● SCHMITT Sylvie, « La taxe carbone aux frontières : l'hydre européenne », Blog du Club des juristes, 31 mai 2021 :

<https://blog.leclubdesjuristes.com/la-taxe-carbone-aux-frontieres-lhydre-europeenne/>

● STREBLER Jean-Philippe, « Reversement de la taxe locale d'équipement » (note sous CAA Lyon, 4 février 2021, *Cté de communes de la Plaine dijonnaise*), *AJDA*, 2021, p. 1228

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043109327?init=true&page=1&query=communes+de+la+Plaine+dijonnaise&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043109327?init=true&page=1&query=communes+de+la+Plaine+dijonnaise&searchField=ALL&tab_selection=all)

● SUBE Océane, « Apport-cession et abus de droit : un nantissement d'un produit d'épargne peut-il être qualifié de réinvestissement économique », *JCP, éd. N*, 2021 (n° 23 11 juin 2021), p. 14

● TAURAN Thierry, « Règles de calcul de la contribution sociale généralisée (CSG) sur les revenus agricoles » (note sous CE, 2 avril 2021), *Revue de droit rural*, n° 494, 2021, p. 38

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043328483?init=true&page=1&query=428084&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043328483?init=true&page=1&query=428084&searchField=ALL&tab_selection=all)

● VABRES Régis, « Recapitalisation des filiales avant cession : l'attrait fiscal des augmentations de capital sans émission de titres... pour un temps seulement ? » (note sous CE, 20 avril 2021, avec les concl. E. BOKDAM-TOGNETTI), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 274

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043411128?init=true&page=1&query=429467&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043411128?init=true&page=1&query=429467&searchField=ALL&tab_selection=all)

● VANDENDRIESSCHE Xavier, « Chronique de jurisprudence financière. Novembre à avril 2021 », *Gestion et finances publiques*, 2021, n° 3, p. 149



- VICTOR Romain, « Notion d'activité professionnelle entrant dans le champ de la CVAE : l'hypothèse des concessions et sous-concessions de brevets » (concl. sur CE, 26 janvier 2021), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 292

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043074288?init=true&page=1&query=439856&searchField=ALL&tab\\_selection=all](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043074288?init=true&page=1&query=439856&searchField=ALL&tab_selection=all)

\*\*\*

► **Rapports de la Cour des comptes** (sélection, mis en ligne en juin 2021)

- Le bilan du rattachement de la gendarmerie au ministère de l'intérieur (rapport mis en ligne le 30 juin 2021) :

<https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2021-06/20210630-58-2-bilan-rattachement-gendarmerie-min-interieur.pdf>

- Les finances publiques locales 2021 – Fascicule 1 (rapport mis en ligne le 30 juin 2021) :

<https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2021-06/20210630-rapport-finances-publiques-locales-2021-fascicule-1.pdf>

- La situation et les perspectives des finances publiques (rapport mis en ligne le 22 juin 2021) :

<https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2021-06/20210622-RSPFP-2021.pdf>

- Rapport sur les crédits ouverts par décret d'avance (rapport mis en ligne le 18 juin 2021) :

<https://www.ccomptes.fr/fr/documents/55985>

- Une stratégie de finances publiques pour la sortie de crise (rapport mis en ligne le 15 juin 2021) :

<https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2021-06/20210615-Rapport-strategie-finances-publiques-sortie-de-crise.pdf>

- Certification des comptes 2020 de l'Assemblée nationale et du Sénat (rapports mis en ligne le 2 juin 2021) :

Sénat : <https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2021-06/20210602-rapport-certification-comptes-2020-senat.pdf>

AN : <https://www.ccomptes.fr/system/files/2021-06/20210602-certification-comptes-2020-AN.pdf>

► **Publications de la Cour des comptes européenne** (sélection, mis en ligne en juin 2021)

- Les dépenses que l'UE lui consacre n'ont pas rendu l'agriculture plus respectueuse du climat (rapport mis en ligne le 21 juin 2021) :

[https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR21\\_16/SR\\_CAP-and-Climate\\_FR.pdf](https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR21_16/SR_CAP-and-Climate_FR.pdf)

- L'action de Frontex aux frontières extérieures de l'UE n'est pas assez efficace (rapport mis en ligne le 7 juin 2021) :

[https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR21\\_08/SR\\_Frontex\\_FR.pdf](https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR21_08/SR_Frontex_FR.pdf)

► **Parlement** : rapports (mis en ligne en juin 2021)

*Assemblée nationale*

- Rapport de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire sur le projet de loi, adopté par le Sénat après engagement de la procédure accélérée, portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances (n° 4186) :

[https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion-dvp/l15b4273\\_rapport-fond#](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion-dvp/l15b4273_rapport-fond#)

- Projet de loi de finances rectificative pour 2021 ; **vers le dossier législatif complet** :

[https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/plfr\\_2021](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/plfr_2021)

*Sénat*

- Le réseau des services économiques de la direction générale du Trésor à l'étranger (dépôt le 2 juin 2021, n° 659) :

<http://www.senat.fr/rap/r20-659/r20-6591.pdf>

► **Parlement européen** (mis en ligne en juin 2021)

- [RAPPORT sur le contrôle des activités financières de la Banque européenne d'investissement – rapport annuel 2019](#)

(24-06-2021)

- [RAPPORT sur la protection des intérêts financiers de l'Union européenne – Lutte contre la fraude – Rapport annuel 2019](#)

(21-06-2021)

- [RAPPORT sur l'application des exigences de l'Union en matière d'échange de renseignements fiscaux: progrès, enseignements tirés et obstacles à surmonter](#)

(03-06-2021)

► Ouvrages et articles intéressant les finances publiques mis en ligne sur le site **Gallica** (*pour mémoire*)

► Ouvrages, articles et études intéressant les finances publiques mis en ligne sur le site **Fondafip** en juin 2021

- Alain LAMBERT, « Une première expérience riche d'enseignements », *R.F.F.P.*, n° 94, 2006

- Jacques MAGNET « La jurisprudence de la Cour des comptes », *R.F.F.P.*, n° 26, 1989

## ► Divers

*FMI (pour mémoire)*

*OCDE (pour mémoire)*

*France Stratégie*

- Les grands défis économiques, par la commission internationale Blanchard-Tirole (mis en ligne le 23 juin 2021) :

[https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2021-rapport-les\\_grands\\_defis\\_economiques-juin\\_0.pdf](https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2021-rapport-les_grands_defis_economiques-juin_0.pdf)

*Banque de France et BCE*

- *Bulletin économique de la BCE*, n°4/2021 :

<https://publications.banque-france.fr/bulletin-economique-de-la-bce-ndeg42021>

*AFT*

- *Bulletin mensuel*, n° 373, juin 2021 :

[https://www.aft.gouv.fr/files/medias-aft/7\\_Publications/7.2\\_BM/373\\_Bulletin%20mensuel%20juin%202021.pdf](https://www.aft.gouv.fr/files/medias-aft/7_Publications/7.2_BM/373_Bulletin%20mensuel%20juin%202021.pdf)

*INSEE (pour mémoire)*

*Direction générale du Trésor*

- *tresthor* : le nouvel outil de la DG Trésor pour réaliser des prévisions macroéconomiques (mis en ligne le 30 juin 2021) :

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2021/06/30/tresthor-le-nouvel-outil-de-la-dg-tresor-pour-realiser-des-previsions-macroeconomiques>

- *Rapport d'activité 2020* (mis en ligne le 17 juin 2021) :

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2021/06/17/la-dg-tresor-publie-son-rapport-d-activite-2020>

**Publication de la SFFP**

Pour tout contact : [sffpmail@gmail.com](mailto:sffpmail@gmail.com)



@SFFP2017

**Le *Billet bibliographique* est un supplément mensuel (11 n°/an) de *La Lettre* de la SFFP**

**ISSN : 2608-5690**